



UNION EUROPÉENNE

Fonds Européen Agricole
pour le Développement Rural

**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



L'EUROPE INVESTIT DANS LES ZONES RURALES

La présente proposition de revision du PDRR, annexée au relevé de decision du comité de suivi interfonds du 19 décembre 2018, est augmentée des observations formulées par le partenariat pendant la consultation écrite du comité de suivi interfonds qui s'est déroulée du 6 au 19 décembre 2018. Ce projet est en cours d'examen par la Commission européenne. La version finale sera diffusée à l'ensemble du partenariat.



The European Agricultural Fund for Rural Development:
Europe investing in rural areas



Région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

France - Rural Development Programme (Regional) - PACA

CCI	2014FR06RDRP093
Type de programme	Programme de développement rural
Pays	France
Région	Provence-Alpes-Côte d'Azur
Période de programmation	2014 - 2020
Autorité de gestion	Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur
Version	6.0
Statut de la version	Prêt pour envoi
Date de dernière modification	19/12/2018 - 18:16:21 CET

1. INTITULÉ DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL

France - Rural Development Programme (Regional) - PACA

1.1. Modification

1.1.1. Type de modification au titre du règlement (UE) n° 1305/2013

a. Décision au titre de l'article 11, point a), premier alinéa [article 4, paragraphe 2, premier alinéa, du règlement (UE) n° 808/2014]

1.1.2. Modification apportée aux informations fournies dans l'AP

- a. Modifications au titre de l'article 30, paragraphe 2, du règlement (UE) n° 1303/2013

1.1.3. Modification liée à l'article 4, paragraphe 2, troisième alinéa, du règlement (UE) n° 808/2014 (non soumise aux limites établies dans cet article)

1.1.4. Consultation du comité de suivi [article 49, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 1303/2013]

1.1.4.1. Date

19-12-2018

1.1.4.2. Avis du comité de suivi

Le comité de suivi interfonds a été consulté du 6 au 19 décembre 2018.

Une remarque a été apportée par le Conseil Départemental des Alpes de Haute Provence sur la description de la modification du plan de financement : un erreur sur les numeros de type d'opération Natura 200 a pu etre corrigée.

Une remarque a été formulée par la Chambre Régionale d'Agriculture :

Les mesures d'aide aux bâtiments d'élevage, aux vergers, aux serres, aux aires collectives et à l'investissement hydraulique sont à prioriser dans le remaquetage du Feader. Le réabondement de 2.3 millions d'euros sur les mesures 4.3.4 et 4.1. est un signal qui va dans le bon sens, mais qui semble insuffisant. La ventilation de ce montant entre les trois mesures est aussi à préciser.

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat

Depuis le début de la programmation, les porteurs de projet des mesures 16 sont invités à solliciter le financement des volets de communication et de capitalisation de leur projet dans un second temps, dans le cadre de la mesure 1.2. Aussi il apparaît malvenu de liquider la mesure 1.2 pour abonder la 16.1 alors que de nombreux porteurs de projet ont été orientés vers elle et s'apprête à la mobiliser.

Le Feader doit continuer de soutenir les installations des jeunes. A ce titre, il est essentiel de sécuriser l'accès au financement pour les investissements relevant des installations de jeunes agriculteurs engagés dans des plans d'entreprise; pour ne pas mettre en difficulté ces installations. De même, il faut être vigilant à ce qu'il n'y ait pas une nouvelle baisse du montant de la dotation aux jeunes agriculteurs après celle connue en 2017.

En réponse sur le premier point, la ventilation du transfert vers les mesure 4 est indiquée dans la modification du plan de financement: 1,62 million d'euros vers le TO 4.1.1, 200 000 euros vers le TO 4.1.5 et 550000 euros vers le TO 4.3.4. Ce transfert ne concerne que les AAP 2019, une nouvelle modification de maquette sera proposée en 2019 pour couvrir les besoins 2020. Sur le second point, il s'agit de prioriser les budgets restants sur les projets d'expérimentation, pour atteindre les résultats ciblés, la communication sur les projets 16.1 étant obligatoire. Enfin, a ce stade le FEADER disponible pour soutenir les jeunes agriculteurs suffit à couvrir le besoin sur la fin de programmation. Aucune baisse des dotations du TO 6.1 n'est proposée.

1.1.5. Description de la modification - article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 808/2014

1.1.5.1. Modification de la description des coûts admissibles du type d'opération 7.4.1

1.1.5.1.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Dans les coûts admissibles du type d'opération 7.4.1 (services de base), la restriction au second œuvre (aménagements intérieurs), pour les coûts liés à la construction, est supprimée. En effet, il est apparu que les cofinanceurs prenaient en compte ces dépenses et cette restriction rendait le montage des projets et l'instruction des dossiers très complexes. L'établissement des plans de financement et le contrôle des marchés qui englobent le plus souvent gros œuvre et second œuvre étaient très difficiles et source d'erreurs. Cette modification facilitera aussi l'émergence de projets plus structurants avec une assiette de dépenses éligibles plus large.

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat

1.1.5.1.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu une simplification pour les porteurs de projets et pour l'instruction des dossiers en particulier dans les plans de financement et pour le contrôle des marchés publics. Cette modification réduit le risque d'erreur et accélèrera le rythme de paiement des dossiers.

1.1.5.1.3. Incidence du changement sur les indicateurs

aucune

1.1.5.1.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.2. Modification de la stratégie pour le domaine prioritaire 1C

1.1.5.2.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

La dynamique de programmation pour le type d'opération 1.1 (formation professionnelle) est moins importante que prévue.

Ceci s'explique par la complexité de mise en oeuvre de la mesure. En effet, pour être retenus, les OPCA (organismes paritaires collecteurs agréés) doivent répondre à l'appel à projet en amont de leurs propres appels d'offre pour la sélection des organismes de formation, procédure imposée par l'ordonnance n°2015-899. Les OPCA/FAF doivent ainsi inscrire dans les appels d'offres qu'ils organisent, l'ensemble des critères de sélection et les conditions d'éligibilité définis dans la mesure.

Cette complexité a entraîné un retard du lancement des appels à projet. Ensuite, les appels à projets n'ont eu que peu de réponses : le premier appel à projet a été lancé en 2016 et seulement 3 dossiers ont été déposés ; aucun dossier n'a été déposé lors du second AAP en 2017 et seulement 1 en 2018. En face du besoin en formation professionnelle, les projets ont été financés sur fonds propres, sans cofinancement FEADER en 2014, 2015 et 2017.

Pour la suite de la programmation, les besoins en formation ont été réévalués et en accord avec le partenariat, il semble plus efficace de les financer uniquement avec des fonds propres sans mobiliser de FEADER. La stratégie d'intervention FEADER doit donc être revue en conséquence.

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat

Par ailleurs, la concertation organisée avec le partenariat régional a permis de réexaminer les besoins prioritaires pour la fin de programmation. Il en ressort notamment la priorité accordée au type d'opération 4.2. Le reliquat du budget du TO 1.1 de 784 000 euros est donc transféré au TO 4.2.

1.1.5.2.2. Effets attendus de la modification

L'objectif de la modification est de mieux adapter la stratégie du PDR aux besoins du territoire. Le besoin sera couvert plus simplement à partir de fonds propres aux OPCA.

Cette modification va permettre de redéployer le FEADER au bénéfice de la mesure 4.2 pour laquelle le besoin est jugé prioritaire.

1.1.5.2.3. Incidence du changement sur les indicateurs

Les indicateurs sont ajustés en cohérence avec la modification budgétaire. Pour le domaine prioritaire 1C, la cible T3 (nombre de bénéficiaires formés) diminue proportionnellement à la baisse du montants FEADER de 2000 à 675.

1.1.5.2.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.3. Modification du taux d'aide publique des types d'opération 4.1.1 et 4.3.4

1.1.5.3.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Pour le type d'opération 4.1.1 une forte sélectivité est appliquée aux appels à projet afin de respecter l'enveloppe définie. Ce niveau de sélectivité s'avère trop élevé. A titre d'exemple en 2018, seuls 38% des dossiers présentés ont pu être retenus. En revanche, le taux d'aide publique moyen pour les dossiers retenus est relativement élevé en raison des nombreuses bonifications qui sont prévues en fonction des projets.

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat

La programmation du type d'opération 4.3.4 (aires de lavage collectives) a également enregistré une dynamique croissante. Il apparaît possible de maintenir l'effet incitatif de cette mesure tout en augmentant le niveau de contributions privées. Cette modification vise ainsi à mieux répartir l'aide publique.

Pour le type d'opération 4.1.1 il est proposé :

- l'abaissement du taux de base ainsi que de l'ensemble des bonifications prévues de 5%,
- de modifier la règle de plafonnement appliquée pour les GAEC : les plafonds de la mesure seront multipliés par part d'exploitation dans la limite de 2 et non plus de 3.

Pour le type d'opération 4.3.4 il est proposé de supprimer la possibilité d'un financement à 100%.

1.1.5.3.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu une baisse du taux moyen d'aide et une meilleure répartition de l'enveloppe des appels à projet. Cela permettra de sélectionner 10 à 20 projets de plus par an. A titre de comparaison, cette baisse de l'intensité d'aide aurait permis de retenir 66% des dossiers présentés en 2018 pour l'appel à projet 4.1.1 plutôt que 38%.

1.1.5.3.3. Incidence du changement sur les indicateurs

Aucune

1.1.5.3.4. Lien entre la modification et l'AP

Aucun

1.1.5.4. Modifications du plan de financement des mesures 1, 4, 7, 8, 10, 12 et 16 (section 10) et de la stratégie (section 5)

1.1.5.4.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Il est nécessaire de rééquilibrer la maquette budgétaire du programme au vu de la dynamique de programmation. Pour certaines mesures, les besoins se sont avérés supérieurs aux estimations de début de programmation et malgré la sélectivité appliquée aux appels à projets, les enveloppes prévues ont été entièrement consommées. Pour d'autres mesures au contraire, le besoin a été couvert sans que l'ensemble

du FEADER prévu dans le plan de financement n'ait été engagé à hauteur des prévisions, en raison notamment de la mobilisation de crédits nationaux.

Une concertation a été organisée avec le partenariat régional afin de déterminer les besoins prioritaires pour la fin de programmation 2014 2020 et de rééquilibrer le plan de financement en fonction de ces besoins. Il en résulte les propositions suivantes (le détail des modifications proposées est présenté dans le tableau ci-dessous ; les montants décrits dans la section 5 sont également corrigés en conséquence).

1 - Abondement des mesures de soutien aux investissements dans les exploitations agricoles à partir du budget consacré à la mesure 10.

Il s'agit de transférer 2,3 millions d'euros de la mesure 10 (DP 4A) à la mesure 4 (domaines prioritaires 2A et 4B).

Cet ajustement, qui représente 3% de l'enveloppe initiale de la mesure 10, permet d'augmenter les montants prévus pour les types d'opération 4.1.1, 4.3.4 et 4.1.5, pour lesquels le besoin financier réel est supérieur aux prévisions en début de programmation.

Le besoin en FEADER pour la mesure 10 est au contraire inférieur aux prévisions et rend possible ce transfert au bénéfice de la mesure 4 :

- La programmation sur la mesure 10 a été réalisée en mobilisant une partie des crédits nationaux en top up en appelant moins de FEADER que prévu initialement.
- Les objectifs correspondant au besoin de la priorité 4 pour la mesure 10 sont d'ores et déjà atteints grâce aux surfaces engagées sur 5 ans en 2015 et 2016, pour un montant estimatif de 55,58 millions d'euros. Cela correspond à un niveau de contractualisation équivalent à la précédente programmation, sur lequel le besoin avait été évalué. Les prévisions de programmation des dernières années montrent que le budget prévu (75 millions d'euros) ne sera pas entièrement consommé avant l'atteinte des objectifs. En effet les 25 opérateurs PAEC se sont mobilisés dès la 1ère année de contractualisation permettant aux exploitants de contractualiser massivement sur l'ensemble du territoire pour 5 ans.
- Le transfert à la mesure 4 a vocation à accompagner les changements de pratiques générés par la mesure 10, en encourageant les investissements liés (par exemple le matériel alternatif à l'utilisation de pesticides).

2 - Abondement de la mesure de soutien aux investissements dans les IAA à partir du budget consacré à Natura 2000 et au type d'opération 1.1 (formation professionnelle)

. Il s'agit de transférer de 1,5 million d'euros de la mesure 7 (DP 4A) et de 784000 euros de la mesure 1 (DP 2A) au profit de la mesure 4 (DP 3A).

Cet ajustement vise à augmenter les montants prévus pour le type d'opération 4.2, qui bénéficie d'une forte dynamique de programmation.

Au contraire, le besoin en FEADER pour les types d'opération au bénéfice de Natura 2000 est inférieur aux prévisions et rend possible ce transfert :

- en effet la programmation de l'année 2015 des types d'opération 7.6.4 (contrats Natura 2000) et 7.6.3 (animation Natura 2000) a été financée uniquement avec des financements nationaux, sans appeler de FEADER, les besoins pour ces deux mesures seront donc couverts en mobilisant un montant de FEADER inférieur à celui prévu initialement ;
- le besoin de création ou de renouvellement des DOCOB (type d'opération 7.1) a finalement été couvert uniquement grâce à des financements nationaux ;
- le budget prévu pour la mesure 12 supprimée est également transféré.

Il en résulte un taux de programmation inférieur aux autres mesures (0% pour les types d'opération 7.1 et la mesure 12, 55% pour le type d'opération 7.6.5 et 63% pour le type d'opération 7.6.4 contre une moyenne de 65% pour les mesures non surfaciques en octobre 2018).

3 - Abondement de la mesure 16.1 (PEI)

Il est proposé de concentrer les moyens restants pour l'innovation sur le type d'opération 16.1 en transférant 293000 euros de la mesure 1 (DP 4A) au profit de la mesure 16 (DP 2A). Les types d'opération 1.2 et 16.2 sont clôturés car les budgets restants pour chacun de ces deux types d'opération ne sont pas suffisants pour ouvrir un nouvel appel à projet. Les budgets correspondants sont donc transférés pour concentrer les moyens sur le TO 16.1 afin de lancer un dernier AAP pour ce TO. Ce dernier AAP couvrira un champ plus large afin de couvrir une partie des besoins liés aux deux TO clôturés qui correspondent aux DP 2A et 3A.

4 - Redéploiement du budget consacré aux mesures de protection et d'exploitation de la forêt

Il est proposé de transférer, 232000 euros de la mesure 8 aux mesures 4 et 16. Il s'agit de rééquilibrer les montants prévus pour les types d'opération en fonction de la dynamique de programmation. La dynamique de programmation a également été plus forte pour les TO 4.3.3 (desserte forestière) et 16.7.2 (chartes forestières) et il est nécessaire d'abonder les lignes correspondantes à partir du budget du TO 8.6 dont le taux de programmation est inférieur et pour lequel le budget restant sera suffisant pour répondre au besoin.

5 - Abondement des mesures de soutien aux investissements dans les infrastructures hydrauliques à partir du budget consacré aux stratégies collectives pour la gestion de l'eau

Il s'agit de transférer 1 million d'euros de la mesure 16 (DP 5A) au profit de la mesure 4 (DP 5A). Cet ajustement permet de corriger les montants prévus pour le type d'opération 4.3.1, qui bénéficie d'une forte dynamique de programmation à partir du budget consacré au type d'opération 16.5, pour lesquels les objectifs en nombre de projets ont été atteints. Le budget prévu pour ce type d'opération avait été surestimé.

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat

Répartition par mesure (PDR)				
Mesure	Domaine prioritaire / enveloppe	ancien montant	nouveau montant	variation
1	2A (art 59.4.a)	1 141 207,00	357 207,00	- 784 000,00
1	P4 (art 59.4.a)	1 188 758,00	895 758,00	- 293 000,00
4	2A (art 59.4.e 1er pilier)	11 737 652,46	13 557 652,46	1 820 000,00
4	3A (main)	10 461 070,00	12 845 070,00	2 384 000,00
4	5A (main)	2 673 940,63	6 037 165,11	3 363 224,48
4	2C (main)	1 521 610,00	1 653 610,00	132 000,00
4	P4 (art 59.4.e 1er pilier)	1 425 279,90	1 975 279,90	550 000,00
7	P4 (main)	49 704 025,00	48 204 025,00	- 1 500 000,00
8	2C (main)	2 136 122,03	1 904 122,03	- 232 000,00
10	P4 (art 59.4.b)	75 567 754,00	73 197 754,00	- 2 370 000,00
12	P4 (main)	100 000,00	-	- 100 000,00
16	2A (art 59.4.a)	2 902 012,00	3 435 012,00	533 000,00
16	3A (art 59.4.a)	2 804 026,00	2 564 026,00	- 240 000,00
16	5A (art 59.4.a)	1 951 006,00	951 006,00	- 1 000 000,00
16	6B (art 59.4.a)	5 071 211,00	5 171 211,00	100 000,00
4	5B (art 59.4.e 1er pilier)	383 018,94	376 243,42	- 6 775,52
4	5B (main)	82 685,06	89 460,58	6 775,52
4	5A (art 59.4.e 1er pilier)	12 944 171,37	10 580 946,89	- 2 363 224,48
tableau maquette				

1.1.5.4.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu un rééquilibrage du budget prévu selon les mesures du programme en fonction de la réalité de la programmation.

1.1.5.4.3. Incidence du changement sur les indicateurs

En cohérence avec les modifications de la maquette budgétaire, les indicateurs sont aussi ajustés (voir le détail dans le tableau ci-dessous). Ces ajustements permettent de prendre en compte les changements dans le plan de financement, en particulier pour les montants de dépenses publiques. Les montants de dépenses publiques totales et d'investissements totaux sont corrigés lorsque les montants FEADER sont modifiés dans la section 10. Lorsque les indicateurs de réalisation prévoient de renseigner le nombre de projets, ceux ci sont modifiés proportionnellement à l'évolution des montants FEADER.

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat

PLAN des Indicateurs						
DP	indicateur 1	ancien montant	nouveau montant	indicateur 2	ancien montant	nouveau montant
2A	DP 2A/M1 dep publique	1 426 508,75	446 508,75	Nombre de participants aux formations (1.1) et cible T3	2 000	626
4A	DP 4A/M1 dep publique	1 188 782,50	822 532,50			
2A	DP2A/M4 dep publique	34 447 880,77	37 881 843,03	Total des investissements (en €) (publics et privés)	86 119 701,90	94 704 607,56
3A	DP3A/M4 dep publique	19 737 867,92	24 235 981,13	Total des investissements (en €) (publics et privés)	49 344 664,00	60 589 952,83
5A	DP5A/M4 dep publique	29 468 137,00	31 354 929,45	Total des investissements (en €) (publics et privés)	34 237 667,00	36 596 157,57
2C	DP2C/M4 dep publique	2 870 962,26	3 120 018,87	Total des investissements (en €) (publics et privés)	3 588 703,00	3 900 023,58
4B	P4/M4 dep publique	2 691 527,00	3 726 943,21			
4A	P4/M7 dep publique	93 781 179,25	90 950 990,57	Nombre d'opérations soutenues (7.1)	20	
2C	DP2C/M8 dep publique	4 030 418,92	3 592 683,08			
4A	P4/M10 dep publique	114 757 005,00	111 597 005,00			
4A	P4/M12 dep publique	188 679,25	-	Superficie (ha) - terres agricoles Natura 2000 (12.1)	20	
2A	DP2A/M16 dep publique	3 627 516,00	4 293 765,00			
3A	DP3A/M16 dep publique	3 505 032,50	3 205 032,50			
5A	DP5A/M16 dep publique	2 438 757,50	1 188 757,50			
6B	DP6B/M16 dep publique	6 339 013,75	6 464 013,75			
1A	DP1A/M16 dep publique	15 910 319,00	15 151 570,00			
1A	depenses publiques PDR	815 735 698,56	818 117 434,52			
1A	depenses publiques 1A	18 822 775,00	16 717 776,75			
tableau indicateurs						

1.1.5.4.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

1.1.5.5. Suppression de la mesure 12

1.1.5.5.1. Raisons et/ou problèmes d'exécution justifiant la modification

Le besoin pour la mesure 12 se révèle inexistant. La mesure 12 était prévue au début de la programmation dans le cas où pratiques agricoles seraient imposées au cours de la période de programmation en raison de la mise en oeuvre de la directive habitat et oiseaux (92/43/CEE, 2009/147/CE) d'une part et de la directive cadre sur l'eau (2000/60/CE) d'autre part.

Aucune zone de la région n'est à ce jour concernée par ces obligations et il n'est prévu aucune mesure en ce sens à l'approche de la fin de la programmation 2014 2020.

C'est pourquoi il est proposé que la mesure soit fermée. Elle pourra être de nouveau être ouverte dans une révision ultérieure si cela s'avérait nécessaire. A ce stade, il a été convenu avec le partenariat régional que le budget correspondant à cette mesure soit réattribué pour couvrir d'autres besoins existants et pour lesquels le budget est insuffisant.

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat

1.1.5.5.2. Effets attendus de la modification

Il est attendu un rééquilibrage du budget prévu selon les mesures du programme en fonction de la réalité de la programmation et des besoins : les 100 000 euros non consommés qui étaient prévus pour la mesure sont transférés à la mesure 4.

1.1.5.5.3. Incidence du changement sur les indicateurs

Les indicateurs de réalisation liés à la mesure 12, superficie sous contrat et dépense publique passent respectivement de 20 ha et de 188 679 euros à 0.

1.1.5.5.4. Lien entre la modification et l'AP

aucun

Annexe 2.4 – Comité de suivi du 19 décembre 2018 – version finale augmentée des observations du partenariat